Remarques Sondage Impact de la crise du Covid-19 sur les services

de Médecine Nucléaire en France (période de mi-mars à fin avril 20)

Le 24 mai 2020

1)90 entités de médecine nucléaire ont répondu, dont :

-un peu plus de la moitié sont des structures privées,

-une majorité (64 %) sont des entités monosite.

2)La participation est bien répartie sur l’ensemble du territoire nationale.

A noter que les deux grandes régions ayant le plus participé sont l’Auvergne-Rhône-Alpes (pour 17 % des sondés) et l’Île-de-France (pour 16 %).

3)Les baisses d’activité ont été confirmées, mais elles ont été plus importantes en Conventionnel qu’en TEP.

Ex : La baisse de plus de 70 % de l’activité concerne 40 % des services en Conventionnel alors qu’elle ne concerne que 5 % des services en TEP.

4)La première raison de la baisse d’activité (pour 45 % des services) est la fermeture des activités non urgentes sur demande DGS et ARS, en coordination avec les sociétés savantes.

5)Pour une large majorité (plus de 76 %), les sondés :

-ont estimé que la plus grande partie des examens non urgents non réalisés durant cette période seront réalisés dans un futur proche (examens décalés et non annulés),

-étaient optimistes pour la reprise de l’activité en période post-confinement.

7)Une minorité (37 %) des services ont eu recours au chômage partiel durant cette période. En revanche, quand ce chômage partiel a été utilisé, il l’a été de manière relativement importante (37 % des services concernés ont mis au chômage partiel plus de 50 % des salariés).

8)Les congés pour garde d’enfants ont été utilisés pour une entité sur deux.

9)Environ 40 % des services ont demandé ou vont demander une autre aide.

Auquel cas, les deux autres aides principales sont : le report d’échéances de prêt (dans 40 % des cas) et la compensation de perte de revenus (diminution de charges émanant de la CNAM) (dans 35 % des cas).